Extrait du Grands Reporters

http://www.grands-reporters.com

Algérie et Soudan : Kherbane à Khartoum

Le Fis menace : « La fin d l'année sera explosive. »

- Articles -

Date de mise en ligne : samedi 16 dcembre 2006

Grands Reporters

Désaccord au sein des islamistes algériens ?A Alger, des tracts au nom du GIA (Groupement des Islamistes algériens) demandent aux étrangers de quitter le territoire. A Khartoum, où Jean-Paul Mari l'a rencontré, un haut responsable du FIS condamne toute action contre les étrangers mais annonce une offensive contre le pouvoir algérien d'ici la fin du mois

Pour la première fois, le FIS est apparu officiellement dans une assemblée internationale lors de la Conférence arabe et islamique qui vient de se tenir à Khartoum au Soudan. Parmi les 450 délégués venus de cinquante-deux pays (1), deux membres de la direction exécutive du FIS algérien, dont Kherbane Quamer Eddine, 36 ans, ancien pilote de chasse dans l'armée de l'air algérienne, qui a passé deux ans en prison entre 1986 et 1988. Membre fondateur du FIS, proche du radical Ali Belhadj, il est connu comme l'un des organisateurs de la grande grève de juin 1991 et a dû fuir l'Algérie our échapper à la vague d'arrestations qui a touché Abassi Madani et Ali Belhadj, les leaders du mouvement. D'abord réfugié à Peshawar, à la frontière de l'Afghanistan, puis en France de janvier à juillet 1992, il est expulsé par le tribunal de Versailles pour « menace à l'ordre public ». Il affirme avoir refusé depuis une proposition française d'asile politique. Avec Abdallah Anas, ancien compagnon d'armes du leader afghan Massoud, Kherbane Quamer Eddine représentait les islamistes algériens à Khartoum où il a parlé au nom du FIS. C'est là que nous l'avons rencontré. Le Nouvel Observateur.- Depuis que le FIS est entré en clandestinité, on ne voit plus très bien comment vous êtes organisés. Le FIS existe-t-il encore en tant que tel ? Si oui, comment est-il structuré en Algérie et à l'étranger, et quels sont les mouvements armés qui dépendent directement de lui ? Kherbane Quamer Eddine.- Notre mouvement s'est réorganisé et il est bien structuré. Je fais partie de la direction exécutive du FIS à l'étranger. C'est une instance assez large qui comprend entre autres des gens comme Rabah Kebir, Anouar Haddam et Abdallah Anas. Nous sommes en relation permanente avec la direction du FIS en Algérie, celle qui signe les communiqués. Pour des raisons de sécurité évidente, je ne vous donnerai pas la liste complète des hommes qui font partie de cette direction intérieure mais je peux en citer deux : Mohammed Saïd et Abdelrezek Redjam. Des inforamtions ont couru sur la formation d'un gouvernement provisoire en exil : cela fait partie de notre stratégie mais il est encore trop tôt. Quant à l'action sur le terrain, le seul bras armé du FIS était le MIA (Mouvement islamique armé) mais il n'existe plus et il a été restructuré en Armée islamique du Salut ; dorogée âr Saïd Mekloufi, Mohamed Chebouti et Azzedine Baa. C'est pour nous le modèle de la future armée de l'Etat islamique du FIS dans l'Algérie de demain. N.O.- Face à vous, il y a l'armée algérienne, la police et la gendarmerie. C'est une armée moderne, puissante, organisée, dont les chefs ont eux-mêmes fait la guerre dans les djebels. Que peut faire aujourd'hui l'Armée islamique du Salut ? Kherbane A.E.- Nous sommes présents et organisés dans toutes les wilayas d'Algérie. Le mouvement armé s'est développé tous azimuts ces derniers temps. Au point que nous contrôlons des portions entières du territoire. Même si nous ne voulons pas les déclarer « zones libérées », je peux vous assurer que dans certains djebels, à l'ouest et à l'est du pays, tout comme dans les gorges de Palestro, nos hommes et le matériel peuvent circuler sans aucun problème. Dans ces zones-là, les soldats du gouvernement ne font que de très rares incursions, restentune journée et regagnent leurs casernes avant la nuit tombée. N.O.- De combien d'hommes en armes disposez-vous ? 7 000, 8 000 ? Kherbane Q.E.- C'est un chiffre moyen. Ce qui est sûr, c'est que nous sommes passés du stade des groupes non organisés armés de fusils de chasse à celui de sections structurées dotées de matériel perfectionné. Nous savons quenous ne pouvons pas battre l'Etat algérien mais nous pouvons lui imposer la guérilla, le harceler, le mettre réellement en danger. N.O.- On croit savoir que des armes vous sont parvenues à travers les frontières... Kherbane Q.E.- Permettez-moi de ne rien dire à ce sujet. Si ce n'est que l'essentiel de notre armement a été pris lors d'attaques dans les casernes ou fourni par les militaires déserteurs qui ont rejoint nos rangs. N.O.- Récemment, l'enlèvemet de trois agents consulaires français à Alger a été revendiqué par le GIA (Groupement islamique armé). On lui attribue aussi les meurtres de certains intellectuels. Quelles sont vos relations avec le GIA et qu'est-ce qui vous en différencie ? Kherbane Q.E.- Soyons clairs : notre cible numéro un a toujours été et reste la junte militaire, l'armée, la police et la gendarmerie, ceux qui arrêtent, torturent et tuent nos frères. Pour le moment, nous excluons tout sabotage économique et toute action contre des étrangers ou des intellectuels algériens, journalistes ou autres... Ce sont des civils qui ne portent pas d'armes, ce ne sont pas des cibles qui peuvent affaiblir la junte militaire au pouvoir. Au contraire ! Cela devient une arme brandie par le régime. A qui profite le crime, sinon à l'Etat qui veut nous décrédibiliser et faire peur à l'opinion publique et à l'étranger ? Des actions de ce type sont soit un mauvais calcul, soit des coups tordus des services de sécurité algériens. En tout cas,

Copyright © Grands Reporters

c'est contre-productif. Le GIA ne dépend pas du FIS. Pour ne rien vous cacher, je trouve que ce mouvement a parfois revendiqué des choses étranges. Comme le meurtre de Kasdi Merbah, dont tout le monde sait qi'om est l'oeuvre du pouvoir. Tout cela n'est pas clair. En Algérie, aujourd'hui, on ne sait pas toujours qui est qui ! Et il est facile pour les services de sécurité algériens d'organiser des groupuscules armés qui se font passer pour des moudjahidine et de mener des actions au nom des islamistes. N.O.- A vous entendre, le GIA n'existe pas ! Kherbane Q.E.- Il existe, bien sûr ! Mais certains des groupuscules qui le composent ou s'en réclament sont probablement infiltrés par les services. N.O.- Avez-vous essayé d'établir une coordination entre l'Armée islamique du Salut et les chefs du GIA ? Kherbane Q.E.- Il me paraît logique qu'il y ait des tentatives de contacts et des discussions entre islamistes qui s'opposent à la junte. Mais tout cela reste encore flou. N.O.- Vous rejetez donc toute responsabilité dans les enlèvements - dont celui des Français - et les neufs meurtres d'étrangers en Algérie ? Kherbane Q.E.- Absolument. D'autant que l'enlèvement des trois Français n'est qu'un coup monté : un, la sécurité algérienne fait enlever les Français... dont on a dit qu'ils sont vivants avant même leur libération ; deux, le gouvernement français menace et les otages sont libérés ; trois, l'enlèvement « autorise » Paris à lancer une grande rafle policière qui n'aboutit à rien. Quatre-vingts interpellations et une seule arrestation, celle d'un homme, Moustapha Kraouche, travaillant depuis des années dans une mairie de la région parisienne. Allons ! Tout cela n'était qu'un prétexte pour porter un coup au FIS. C'est une faute grave de la part du gouvernement français qui nous avait demandé de dénoncer cet acte. Ce que nous pensons avoir fait. En guise de remerciement, nous avons ramassé des coups. Il faut que le gouvernement répare. N.O.- Réparer ? Comment ? Kherbane Q.E.- En libérant Moustapha Kraouche. En allégeant les pressions sur les musulmans en France, qui trouvent des cars de CRS à l'entrée des mosquées. En levant les assignations à résidence et l'interdiction qui touche les journaux et les revues du FIS, « El Mounkid », « le Critère ». Du temps de la gauche, la France soutenait déjà le gouvernement d'Alger mais c'était moins spectaculaire, plus discret. Aujourd'hui, nous n'avons plus de contact : il n'y a plus de confiance entre le FIS et le gouvernement français. La France est résolument, pour l'instant, di côté de la junte qui devra partir tôt ou tard car on ne peut pas rester au pouvoir contre la volonté du peuple. Si Paris continue dans la mauvaise direction, la France sera bientôt assimilée à la junte. N.O.- C'est une menace ? Kherbane Q.E.- Non. Je vous l'ai dit, nous excluons toute action contre les Français. A l'étranger ou en France. On ne veut pas ouvrir un nouveau front avec la France. Ni avec aucun autre pays, d'ailleurs. Regardez la guerre d'Afghanistan : jamais les milliers de moudjahidine installés au Pakistan n'ont touché au consulat d'Afghanistan. C'était pourtant très facile. Ils ne l'ont pas fait. Nous avons retenu la leçon. Mais la France a un rôle à jouer avec l'Algérie de demain. Et le futur, c'est nous. Aujourd'hui, pour le moins, elle devrait rester neutre. N.O.- Et le futur immédiat en Algérie... Kherbane Q.E.- ... Le gouvernement est à plat. Il n'y a plus de structures politiques capables d'un souffle de vie. L'appareil politique n'existe plus. Il ne reste que le militaire. Ce n'est plus tenable pour le pays. N.O.- Ici même, pendant la conférence de Khartoum, vous avez pourtant demandé la création d'une commission destinée à servir d'intermédiaire entre les gouvernements et les mouvements islamistes. Avez-vous toujours des contacts, voire des négociations en cours avec le gouvernement algérien ? Kherbane Q.E.- Rien du tout. Il n'y a aucun contact. Zéro. Avec qui voulez-vous dialoguer ? Les politiques poussés sur le devant de la scène ne sont que des pions ! Les autres, les militaires, restent derrière le rideau. Dialoguer avec le gouvernement ? Cela ne servirait qu'à nous discréditer aux yeux du peuple et à perdre notre temps ! Croyez-moi, le jour viendra où les responsables de la junte, à plat ventre, seront bien obligé de se soumettre. N.O.- Et ce jour-là... Kherbane Q.E.- Ce sera à nos tribunaux de décider ce qu'il faut faire d'eux. N.O.- Le mandat du Haut Comité d'Etat arrive à échéance fin décembre. Quelle est votre stratégie d'ici là ? Kherbane Q.E.- Nous allons vers une montée en puissance de nos actions. Le HCE a joué son rôle de diversion, avec les nombreux changements de ministres et de gouvernements. Aujourd'hui, c'est fini. Il est probable que les militaires vont prendre directement les rènes du pouvoir. Dans ce cas, nous allons intensifier notre lutte. Il y a deux tendances dans l'armée : les modérés qui veulent rendre le pouvoir à ceux qui l'ont acquis par les élections, c'est-à-dire le FIS. Et les autres, ceux qui ne veulent pas en entendre parler. L'état-major forme le noyau dur. Mais au-dessous, il y a des soldats qui sont des fils du peuple. N.O.- Vous croyez à un soulèvement d'une partie de cette armée ? Kherbane Q.E.- Il n'est pas impossible que la fin de l'année voie l'explosion d'une insurrection populaire. Ou la rébellion d'une partie des militaires. Ou les deux ensemble. Le problème est de savoir s'il faut appeler à cette insurrection. Ou attendre qu'elle se produise. C'est à la direction du FIS en Algérie d'en décider.

Propos recueillis par Jean-Paul Mari

Copyright © Grands Reporters

Post-scriptum :(1) La Conférence réunissait des délégués des mouvements islamistes du monde entier (Hezbollah libanais, Afghans, Hamas palestinien, Iraniens, Maghrébins, Pakistanais, etc.) Etaient absents les Saoudiens et l'OLP de Yasser Arafat.

Copyright © Grands Reporters